

## POUVOIR D'ACHAT EN BAISSÉ, AUGMENTATION DES PRIX DES CARBURANTS

# L'intox du gouvernement ne passe pas

**Les apparitions médiatiques de ministres se succèdent tous les jours, Macron monte au créneau, mais rien n'y fait. La fronde enfile dans tout le pays contre l'augmentation des prix.**

**E**n un an, le prix du diesel a augmenté de 23 % et ceux de l'essence de 14 %. Le fioul domestique, grâce auquel se chauffent 4 millions de foyer, a augmenté de plus de 30 % (1 000 euros pour remplir une cuve de mille litres). Le gaz a bondi de 6 % au 1<sup>er</sup> novembre (16 % en un an) et 30 % des Français ont déjà restreint leur consommation de chauffage cette année afin de limiter leurs dépenses énergétiques, d'après le médiateur national de l'énergie vers qui se tournent les ménages en retard de paiement.

Quatre-vingts euros pour faire un simple plein ! Pour des millions de personnes, c'est une ponction insupportable, souvent de plusieurs centaines d'euros par mois, alors que le SMIC dépasse à peine 1 200 euros net !

Le gouvernement a beau dire qu'il n'est que partiellement responsable de l'augmentation des prix à la pompe, c'est bien lui qui a augmenté les taxes sur le gasoil de 7,6 centimes et de 3,9 centimes sur l'essence depuis le début de l'année. Les taxes représentent déjà 60 % du prix du carburant.

Et ce n'est pas près de s'arrêter. Le projet de budget, adopté le mois dernier en première lecture à l'Assemblée nationale, prévoit que les taxes augmenteront encore au 1<sup>er</sup> janvier prochain : plus 6 centimes sur le diesel, plus 3 centimes sur l'essence. D'où la fronde, le rejet qui enflent dans tout le pays. En quelques semaines, une pétition spontanée sur l'Internet a recueilli plus de 700 000 signatures. 78 % des Français soutiennent la mobilisation

annoncée le 17 novembre, provoquant un début de panique dans l'exécutif.

Dans cette situation, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a annoncé qu'il ne renoncerait à rien. Provoquant, il lance à la radio, le 5 novembre : « *Non, la hausse (au 1<sup>er</sup> janvier prochain) ne sera pas suspendue. Il n'y aura pas de moratoire !* »

**Et pendant ce temps, ce même gouvernement clame que le pouvoir d'achat augmente. 72 % des Français pensent le contraire, selon un sondage paru dans *Le Journal du dimanche* fin octobre. Et pour cause ! Il n'y a pas que la hausse des prix de l'énergie.**

● Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, six millions de retraités ont vu la CSG augmenter de 25 %.

● Depuis six ans, cinq millions de fonctionnaires subissent le gel du point d'indice, sur lequel est indexé leur traitement.

● Retraites, allocations familiales, aides au logement seront, elles aussi, gelées les deux prochaines années, a décidé le gouvernement. Dans le projet de budget de la Sécu, adopté en première lecture, les députés de la majorité vont même jusqu'à s'en prendre aux prestations d'aides aux vacances délivrées par les comités d'entreprise !

● Tous les prix sont à la hausse : l'inflation annuelle dépasse désormais les 2 %.

« *J'assume* », clame Macron, pourtant pas si rassuré que cela, contraint d'annoncer en catastrophe quelques mesurées censées contenir la colère qui gronde.

**POUR LA DÉFENSE  
DES CONQUÊTES DE 1936 ET 1945**

**Grand rassemblement,  
samedi 10 novembre à Paris**  
à l'appel du Comité national de résistance  
et de reconquête (CNRR)

**Reportage et compte rendu  
dans le prochain numéro  
d'Informations ouvrières.**

**Réservez-le !  
Abonnez-vous !**